

Le tournant d'août 1968: Fidel Castro approuve l'écrasement du Printemps de Prague par les Soviétiques^[1]

par **PIERRE RIGOULOT***

LES SENTIMENTS de la grande majorité des Tchécoslovaques étaient clairement favorables à la nouvelle donne politique représentée par Alexandre Dubcek. Mais cela ne signifie pas qu'ils étaient nombreux à se prononcer en faveur de l'abandon du socialisme et encore moins à savoir où allait les mener l'expérience du « Printemps de Prague. »

Nous étions en 1968 et le mouvement français de Mai, qui avait rejeté (entre autres!) les institutions communistes, venait d'avoir lieu. Mais les intellectuels de gauche de l'époque avançaient encore très prudemment leurs critiques à l'égard du communisme existant et s'affirmaient favorables à « la » Révolution et à un « vrai » socialisme, lequel supposait, selon eux, qu'il se conjuguaît avec la liberté. Ils défendaient donc le principe d'une révolution radicale, opposée au capitalisme, tout en promouvant la liberté. Or ils avaient cru reconnaître cela dans le castrisme, qui occupait une place centrale au sein de leur sacro-sainte idéologie tiers-mondiste, à laquelle Cuba apportait son soutien politique, financier et même militaire.

Le Printemps de Prague n'avait certes rien à voir avec le castrisme puisque le premier mouvement était réformiste alors que le second prônait la lutte armée. Mais, non sans une certaine confusion, l'un et l'autre plurent à la gauche occidentale pour des raisons analogues: le soutien de la population locale, un style nouveau, la créativité et la radicale opposition au monde capitaliste. C'est ainsi en tout cas qu'on voyait les choses du côté du *Nouvel Observateur* et des *Temps Modernes*.

Et voilà que ce castrisme, qui les avait fait rêver et dont ils rêvaient encore, approuvait catégoriquement l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie!

Ce fut un rude coup pour les intellectuels de gauche français, un coup dont Simone de Beauvoir rend compte explicitement dans le dernier tome de ses mémoires, intitulé *Tout*

* Historien, directeur de l'Institut d'Histoire sociale.

1. Ce texte reprend une communication intitulée « *Du rideau de fer à l'automne des peuples. Les crises et résistances dans l'Europe médiane (1944-1989)* » au colloque qui s'est tenu à l'Académie Royale de Belgique, le 5 mars 2016 à Bruxelles.



Octobre 1960 : Castro mène Sartre et Simone de Beauvoir en bateau.

compte fait: « Il y a un pays qui, pendant un temps, a incarné pour nous l'espoir socialiste: Cuba. Il a bientôt cessé d'être une terre de liberté ». « Bientôt », c'est beaucoup dire puisqu'il y avait neuf ans que le régime castriste était en place!

Beauvoir, *a posteriori*, date de la première moitié de 1968 ce basculement: au cours de cette année-là, affirme-t-elle, « Castro adopta une attitude de repli. Il cessa d'appuyer le castrisme en Amérique latine. En mai, pour ne pas déplaire à Moscou et pour ne pas encourager chez lui la contestation, il refusa d'envoyer aucun message de sympathie aux étudiants français. En juillet, il n'éleva pas la voix en faveur des étudiants mexicains assassinés par la police, et Cuba participa aux Jeux olympiques de Mexico ».

Mais l'appui de Castro à l'invasion de la Tchécoslovaquie aggrava brutalement les rapports des intellectuels français avec le pouvoir cubain: « Le discours qu'il prononça après l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, écrit Simone de Beauvoir, prouvait que désormais il s'alignait inconditionnellement sur la politique de l'URSS. Depuis, il ne s'est pas écarté de cette position ». Ce qu'elle critiquait avant tout dans la position cubaine, navrante à ses yeux, c'était l'inconditionnalité du soutien de Castro à l'Union soviétique; d'autant plus que ce dernier ne semblait pas vouloir s'engager dans le débat sur la nature du Printemps de Prague: le mouvement tchécoslovaque cherchait-il à sauver le socialisme en empruntant des voies nouvelles ou tentait-il d'échapper au socialisme existant?

Simone de Beauvoir, elle, ne voyait pas de justification politique à l'intervention : il n'y avait pas dans le mouvement du "socialisme à visage humain" de danger de retour au capitalisme. Et parce que cette intervention venait de l'extérieur, sans respect pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie, elle lui paraissait particulièrement scandaleuse. Quant à Castro, il manifestait clairement par sa prise de position sa soumission à l'URSS. De quoi faire retomber l'enthousiasme de l'intelligentsia de gauche occidentale –bouleversée par la réaction de Fidel Castro– pour un régime jusqu'alors porté aux nues. Pas plus que la mise au pas des intellectuels cubains à l'époque, le soutien du *Lider Maximo* à l'invasion de la Tchécoslovaquie ne la conduisit cependant à une rupture complète. Avec moins d'enthousiasme, sans doute, la gauche occidentale appliquera pendant quelques décennies encore au régime cubain la formule que Simone de Beauvoir avait quelques années auparavant appliquée à l'URSS : Cuba restait *grosso modo* du bon côté de l'histoire...

Grosso modo seulement, et pour mesurer la profondeur de l'impact sur cette gauche de l'appui de Castro à l'intervention soviétique, il convient de souligner le rapport quasi fusionnel qu'elle avait entretenu avec le castrisme. Sans revenir sur la longue liste d'absurdités béates proférées encore dans cette deuxième moitié des années 1960 à propos de Castro et de la révolution cubaine, il faut écouter l'écho enthousiaste que firent les intellectuels de gauche français et occidentaux au grand congrès organisé pour eux à La Havane, moins de sept mois avant le soutien, si bouleversant pour eux, du castrisme à l'invasion soviétique : «Ceux qui ont assisté à ce rassemblement exaltant la liberté d'examen et de recherche, écrit ainsi Michel Bosquet, témoigneront dans leur pays d'origine d'un fait dont ceux-là mêmes qui se disent révolutionnaires commençaient à douter : la révolution socialiste est possible, il y a au moins un pays dans le monde où elle existe, où elle n'est pas un système de gouvernement, de planification, de gestion et de production seulement, mais avant tout une civilisation» (*Nouvel Observateur*, 28/02/1968). Maurice Clavel, plus emphatique encore, évoque dans le même numéro «Cuba, honneur du monde mais aussi son espoir vrai».

Ce «Congrès de la culture», tenu à La Havane du 4 au 11 janvier 1968, donna lieu à des dépenses pharaoniques que les dirigeants cubains n'eurent pas à regretter. Chaque invitation fut un investissement rentable. Les participants réticents ne crachèrent pas dans la soupe et les enthousiastes étaient parfois si inattendus qu'ils confirmaient le tremblement de terre que représentait la révolution castriste.

Que par exemple le Goncourt 1967, André Pieyre de Mandiargues, le sceptique auteur de nouvelles érotiques, se soit enthousiasmé pour cette révolution en dit long sur sa puissance d'attraction. Le castrisme ne convainquit pas seulement ses proches ! «Le témoignage qu'il a bien voulu nous confier, écrit *le Nouvel Observateur*, n'en a que plus de prix.» À l'entendre, les Cubains, jusque-là soumis à un gang de petits militaires et de mafieux, à

des tueurs et des maquereaux, avaient été sortis, « grâce à Fidel et au Che, d'une sorte de névrose [...]. La révolution cubaine pouvait être considérée comme une psychanalyse de masse [...]. Il était normal que dans ces conditions, certaines résistances se manifestassent mais il fallait aussi être criminel pour ne pas souhaiter que la méthode s'appliquât à vaste échelle dans toute l'Amérique latine ». Quant à la révolution castriste, « c'était une déclaration d'amour qu'il convenait de lui adresser, tant l'amour, l'intelligence et la poésie paraissaient dominer le nouveau régime. »

Cuba permettait de croire à un « socialisme enfin vrai » et, au delà, de remédier à un déficit de rêve : la révolution castriste offrait de l'inattendu, du neuf, du surprenant. Elle ne proposait pas une solution aux problèmes économiques de la France. D'ailleurs les Français et les Occidentaux renonçaient de plus en plus au Grand soir ; ils consommaient davantage et partaient en week-end. Mais elle ajoutait un supplément d'âme à la vie politique et peut-être à la vie tout court, qui pouvait attirer une France dont on disait qu'elle s'ennuyait.

Michel Bosquet ne parla pas d'amour en évoquant la révolution castriste mais il n'en était pas loin, lui qui évoquait les yeux baignés de larmes de maints délégués d'Europe occidentale à l'écoute du discours de Fidel...

Qu'il ait eu raison en septembre 1968 quand il définissait l'intelligentsia tchécoslovaque comme une couche d'authentiques intellectuels marxistes donnant sa chance de renouveau au socialisme démocratique, ou au contraire en avril 1969 quand, toujours dans *les Temps Modernes*, il regrettait l'absence d'une « intelligentsia marxiste liée à la classe ouvrière et capable de lui assurer l'hégémonie idéologique et culturelle », son espoir et sa référence restaient le « vrai » socialisme ; un nouveau monde en germe, une nouvelle civilisation, une nouvelle échelle des priorités dont il avait précisément vécu l'annonce, les larmes aux yeux, à La Havane. André Gorz (Michel Bosquet pour le *Nouvel Observateur*) avait évoqué avec lyrisme le discours de Fidel Castro. Il dénonça son approbation de la répression du « socialisme à visage humain », mouvement qu'il percevait comme une nouvelle manière d'associer socialisme et démocratie.

Un des points communs entre ce qu'il avait vu en janvier 1968 à La Havane et ce qu'il voyait sept mois plus tard à Prague était selon lui la naissance d'une nouvelle éthique, le refus d'un mode de vie encouragé par le capitalisme, fondé notamment sur la course à la consommation. Que des staliniens, qui n'envisageaient pas avec l'Ouest autre chose qu'une compétition productiviste, acceptent l'éthique du « consomme et tais-toi » lui paraissait en revanche dans l'ordre des choses.

Comment ne pas reconnaître, dans ces conditions, que l'approbation par Castro de l'invasion fut un traumatisme pour cette gauche, persuadée jusqu'alors que le castrisme était, lui aussi, une source d'aspiration en faveur d'un socialisme humaniste et démocratique, ouvert, présent dans la pratique quotidienne et dans la culture d'un peuple ?

Le choix de la lutte armée par le castrisme était passé comme une lettre à la poste en janvier 1968 au Congrès de la Culture à La Havane. Ce n'est pas cela qui comptait, pas plus que le réformisme pacifique du printemps de Prague. L'important était la vie qui se manifestait, l'enthousiasme collectif, à Cuba en janvier comme à Prague à l'été 1968. Des groupes en fusion étaient à l'œuvre, pour reprendre un concept sartrien. Telle était l'analogie, paradoxale mais affirmée, des deux expériences. Et voilà qu'au nom du socialisme, La Havane approuvait la répression à Prague !



Le coup fut terrible pour cette gauche, dont les analyses de l'URSS étaient variées, allant de la critique ponctuelle à la remise en cause de sa nature socialiste, mais qui, toutes nuances mêlées, fêtaient au début de 1968 la naissance à Cuba d'une « civilisation socialiste ».

Le 23 août en effet, Castro prit la parole. Non pas pour lire le communiqué officiel bien ciselé du Comité central du Parti communiste cubain, fondé, ou plutôt refondé, en octobre 1965, mais pour donner le point de vue de la Révolution elle-même, donc celui de son porte-parole. Ce fut un de ces discours emberlificotés dont il avait le secret. Son analyse, prétendait-il, était menée « à la lumière des positions révolutionnaires de notre parti [...] ». C'est très important, souligna-t-il, car je crois que cette opinion que nous soutenons honnêtement est très importante pour déterminer notre position vis-à-vis des faits présents ». Le n° 1 cubain tenait quelques feuilles à la main. Mais il s'agissait de copies de dépêches prouvant « la trahison du socialisme qui s'annonçait à Prague ! ». La traduction officielle du compte rendu sténographique, qui s'interdisait le moindre écart, était censée être l'auguste expression du Vrai et relatait même les grommellements de Castro lorsqu'il s'apercevait qu'un de ces documents manquait !

Le discours fut reproduit le 25 août sur deux grandes pages très serrées de *Granma*, l'organe du Parti communiste cubain. La signification de son titre était claire – on ne peut en dire autant de son style : « La Tchécoslovaquie marchait vers une situation contre-révolutionnaire, vers le capitalisme et vers les bras de l'impérialisme. Il était indispensable d'empêcher à tout prix, d'une manière ou d'une autre, que cela se produise ».

Et voilà l'URSS ainsi justifiée. Mais de quoi exactement ? Non pas d'avoir sauvé une certaine idée de l'humanité et de son avenir : ni le Printemps de Prague ni ce contre quoi s'était levé ce mouvement ne méritaient beaucoup de respect aux yeux de Fidel Castro. Il admettait qu'il fallait réagir à des méthodes incorrectes de gouvernement, à une politique

bureaucratique et au divorce d'avec les masses. Mais le mouvement lui-même était incorrect: le numéro 1 cubain releva les applaudissements de la « presse impérialiste » et évoqua la possibilité d'un prêt de Bonn à Prague alors que la RFA « était le pion principal de l'impérialisme yankee ». Il alerta aussi sur les suggestions faites ici ou là au parti tchécoslovaque pour qu'il remette en cause son rôle léniniste de « contrôleur de certaines choses » [sic], insistant au contraire sur « la sorte de guide spirituel » que devait être le parti. Il mit l'accent sur le danger et même sur le « piège » que représentait le soi-disant modèle yougoslave – autre signe d'une descente programmée aux enfers capitalistes (et Tito n'avait-il pas été accueilli triomphalement à Prague du 9 au 11 août 1968?). En deux mots, ce qui était mis en cause par le Printemps de Prague selon Castro, c'était la fonction reconnue du parti d'exercer le pouvoir et, au fond, d'exercer la dictature du prolétariat. Certes, l'action menée par le Pacte de Varsovie n'était pas légale du point de vue du droit international. Certes, on ne savait pas quelles personnalités tchécoslovaques avaient appelé à l'intervention. Mais une telle demande était significative du délitement de l'état de conscience révolutionnaire et du système qui fonctionnait dans le pays vingt ans après la prise de pouvoir.

Selon Castro, cet appel au secours de la part de certains dirigeants tchécoslovaques, même s'il était nécessaire, était un acte rien moins que honteux, un acte qui en disait long sur la responsabilité de ceux qui dirigeaient une révolution.

On pouvait même se demander s'il valait la peine qu'« après vingt ans, pour pouvoir survivre, une révolution doive recourir à de tels procédés... ». Esquissant une réflexion sur la nature du socialisme est-européen, Castro s'interrogeait: « Quelle sorte de communistes serions-nous et quelle sorte de révolution communiste serait la nôtre si, au bout de vingt ans, nous nous trouvions dans la nécessité de faire une chose semblable pour la sauver? »

Les Temps Modernes et une partie de la gauche française pouvaient être d'accord avec Castro sur son analyse d'un conflit entre l'attrait de la consommation et l'esprit de sacrifice des masses; d'accord aussi avec son rappel des idéaux communistes de fraternité. Peut-être auraient-ils eu plus de réticences à parler comme lui « d'âmes affaiblies et ramollies » par des campagnes pour la paix incompréhensibles et par l'influence occidentale. Et plus de réticences aussi devant le nihilisme de Castro quand celui-ci lança: « Nous préférons que ce peuple sombre avec notre révolution plutôt que de survivre au prix d'une concession aux impérialistes yankees »!

Ce qui fut retenu avant tout du discours de Castro fut l'approbation de l'intervention soviétique. On eut le tort de n'en pas souligner le motif principal: car il s'agissait d'abord de rappeler à la puissance nucléaire du camp socialiste ses devoirs vis-à-vis des États socialistes menacés. « Nous demandons: les divisions du Pacte de Varsovie seront-elles également envoyées au Vietnam si les impérialistes accentuent leur pression et si les Vietnamiens le demandent? Les divisions du Pacte de Varsovie seront-elles envoyées en République démocratique et populaire de Corée si les impérialistes yankees attaquent ce pays? »

Le plus important, pour comprendre l'appui castriste à l'intervention militaire soviétique à Prague, suivait :

« Les divisions du Pacte de Varsovie seront-elles envoyées à Cuba si les impérialistes yankees attaquent notre pays ou même si, devant la menace d'une attaque des impérialistes yankees, notre pays le demande » ?

La gauche occidentale cherchait à définir une autre voie vers la démocratie socialiste, ses conditions de réussite, les menaces qui pesaient sur elle et elle mettait en cause – certes, avec prudence – la « patrie du socialisme » et souvent plus pour ses ingérences de l'extérieur que pour sa politique économique ou sa structure étatique. Castro, lui, semblait partager les interrogations les plus audacieuses sur la nature du socialisme réel en Europe de l'Est – mais tranchait pourtant brutalement en faveur de l'intervention !

Il le fit en fait en fonction de son propre intérêt : le maintien de son pouvoir à Cuba. Une des rares figures dans le monde à soutenir l'intervention, il s'assurait une place de choix aux côtés du grand parti frère. Mieux : en légitimant l'intervention, il cherchait à s'assurer que celle-ci pourrait être renouvelée le cas échéant en cas de menaces analogues contre le socialisme cubain.

Pure manifestation de *realpolitik*, l'approbation castriste de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie provoqua, au cœur même du rêve cubain de la gauche française, l'ouverture d'une nouvelle perception de la révolution castriste, nettement plus critique. Quant à l'URSS, elle y perdit une grande partie du prestige qui lui restait.

D'autres étapes de ce divorce pourraient suivre avec un Soljenitsyne et des dissidents mieux entendus et mieux soutenus qu'ils l'auraient été sans cette brutale « normalisation » forcée, puis avec les interventions militaires en Afrique puis en Afghanistan, avec les boat-people vietnamiens. Mais c'est une autre histoire...

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE LA SOUVARINE

B
I
B
L
I
O
T
H
È
Q
U
E

○

D
,

H
I
S
T
O
I
R
E

S
O
C
I
A
L
E

COMMUNISME - SOCIALISME - SYNDICALISME

HISTOIRE POLITIQUE
HISTOIRE DU TRAVAIL
HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Collections spécialisées anciennes et récentes
d'ouvrages, revues, journaux, archives et dossiers
sur la vie politique et sociale en France et dans le monde,
sur l'histoire du communisme, du socialisme et du syndicalisme

Consultation de la presse en libre-service

Aide personnalisée à la recherche sur place, par mail, par téléphone
Consultation : sur place uniquement

*

Ouverture au public

Accès libre

lundi : 13 heures - 17 heures
mardi, mercredi, jeudi : 9 heures - 17 heures
vendredi : 9 heures - 13 heures

Sur rendez-vous
du lundi au vendredi



BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE – LA SOUVARINE
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE

4 avenue Benoît-Frachon – 92023 Nanterre CEDEX
Téléphone : +33 [0]1 46 14 09 32 – bibliotheque.souvarine@cg92.fr

www.souvarine.fr

<http://archives.hauts-de-seine.fr/bibliotheques/bibliotheque-la-souvarine/>

F
O
N
D
A
T
I
O
N

○

B
O
R
I
S

S
O
U
V
A
R
I
N
E